Note Montenegrine.

Documenti.

LES DOMMAGES DE GUERRE CAUSÉS AU MONTÉNÉGRO

Demandes du Gouvernement du Monténégro adressées à la Conférence de la Paix, au Conseil Suprême, et à la Commission des Réparations.

Rome, via Volturno 7, le 13 novembre 1920.

Monsieur le Président,

Il résulte de l'exposé que M. A. Trumbitch, Ministre des Affaires Etrangères de la Yougoslavie, a fait à la Skoupchtina à Belgrade, qu'à la Conférence de Spa on a attribué à la Serbie et au Monténégro 5 % de la somme totale que l'Allemagne aurait à payer à titre de réparations de guerre aux Alliés.

Tout en estimant que la part revenant au Monténégro ne saurait être touchée par le Gouvernement de la Serbie tant que le Monténégro ne ferait pas partie intégrante de celle-ci (ce qui ne peut être sans le consentement du peuple monténégrin), le Gouvernement Royal monténégrin proteste avec raison contre la détermination d'une quote commune à la Serbie et au Monténégro par la Conférence de Spa, pour les motifs suivants:

1) Le Monténégro est un pays souverain et indépendant au point de vue juridique et international, malgré l'occupation momentanée et abusive de son territoire par les troupes serbes. Il est considéré comme tel par toutes les Puissances qui ont participé à la Conférence de Spa. En conséquence, on n'a pas le droit d'assigner une quote commune à la Serbie et au Monténégro pour les réparations de guerre.

2) Le Gouvernement de Serbie commet déjà des abus sur le compte des réparations de guerre qui reviendraient au Monténégro. Il fait en effet, actuellement, au Monténégro, en la soutenant financièrement, une propagande politique et dynastique, consistant à promettre au peuple que le Gouvernement serbe le dédommagera, sur ses propres fonds et sur ceux que les Grandes Puissances lui ont assignés à lui-

même à titre de réparations de guerre, de toutes les pertes subies du fait de celle-ci.

Convaincu que les droits brutalement enlevés aux Monténégrins leur seront définitivement rendus et que, bientôt, les Monténégrins eux-mêmes auront l'occasion de se prononcer librement sur leur sort, le Gouvernement de Serbie a envoyé au Monténégro une somme de 40 millions qu'il compte récupérer sur la quote-part attribuée à ce pays pour les réparations de guerre; cette somme n'est pas distribuée à ceux qui en ont besoin et y ont droit, mais est employée uniquement à des buts de corruption politique.

3) Le Monténégro a déjà subi d'amères déceptions dans son action commune avec la Serbie durant la guerre, non seulement au point de vue politique et militaire, mais encore au point de vue financier. Dès le commencement de cette guerre, la Serbie a obtenu un crédit des Alliés et, à cette occasion, le Gouvernement serbe a touché pour le compte du Monténégro 48 millions de francs, mais il n'en donna que 21 au Gouvernement monténégrin. Pourtant, à la Conférence de la Paix, le Gouvernement serbe a fait figurer la somme entière des 48 millions de francs comme dette du Monténégro. (Voir la page 160 du rapport sur les dommages causés par la guerre à la Serbie et au Monténégro, adressé à la Commission des réparations par la Délégation serbe à la Conférence de la Paix).

La même chose s'est répétée en ce qui concerne l'argent que les sociétés humanitaires alliées destinaient au Monténégro et à la Serbie comme secours et que le Gouvernement serbe a toujours indûment retenu.

Ainsi, le « Comité Franco-Serbe » de Paris, fondé en 1915 pour secourir la population restée en Serbie et au Monténégro, a fait envoyer, par l'entremise de M. Vesnitch, une somme de 1.025.073,45 francs, *dont le quart devait être distribué aux Monténégrins*, alors que le Gouvernement serbe n'a donné à ceux-ci que vingt mille francs. Il en a été de même de plusieurs millions de dons que les émigrés monténégrins et yougoslaves d'Amérique avaient destinés aux peuples des deux pays et dont les dirigeants serbes n'ont rien remis aux Monténégrins qui en avaient pourtant bien besoin. Il est vrai que le peuple de Serbie, lui aussi, en a bien vu peu de choses.

Sur la base de ce qui précède, le Gouvernement Royal monténégrin a l'honneur de prier les Gouvernements des

Grandes Puissances de vouloir bien séparer la quote-part due au Monténégro pour les réparations de guerre, de celle de la Serbie.

La quote-part de ce qui reviendrait au Monténégro d'après le rapport serbe précité, serait de 723 millions de francs. (Voir p. 156 du rapport précité).

En même temps, le Gouvernement Royal monténégrin prie les Gouvernements des Grandes Puissances Alliées de vouloir bien partager entre la Serbie et le Monténégro toutes les autres sommes et objets provenant des réparations ou prises de guerre prévues par différents traités, dans la proportion sus-indiquée par les Serbes aux-mêmes.

Il est bien entendu que dans les réparations de guerre sus-indiquées n'entrent ni les pillages ni les dommages que l'armée serbe a commis au Monténégro depuis deux ans d'occupation forcée du pays et qui sont bien plus considérables que ceux qui ont été causés par l'occupation autrichienne, sans parler des outrages et des massacres d'hommes, femmes et enfants.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères du Monténégro
V. S. PLAMENATZ.

TÉLÉGRAMME.

Rome, le 2 juillet 1920.

Son Excellence
Président de la Conférence de la Paix
BRUXELLES.

En attendant solution question monténégrine, tant de fois promise, Gouvernement Royal monténégrin a honneur prier de nouveau Conférence Paix vouloir bien prendre considération les dommages que peuple monténégrin a subis pendant la guerre et à la suite de l'occupation pays par armées ennemies. Gouvernement monténégrin est seul compétent pour réclamer au nom du peuple monténégrin les dommages causés par la guerre. C'est pourquoi ce Gouvernement proteste de nouveau énergiquement contre prétentions du Gouvernement serbe-croate-slovène, de ré-

clamer les indemnités dues au Monténégro et évaluées par ses organes d'occupation à sept cent vingt trois millions de francs. En même temps, le Gouvernement monténégrin prie la Conférence de la Paix instituer une Commission interalliée afin d'établir dommages occasionnés au Monténégro du fait de l'occupation du pays par armée serbe au nom et sous l'égide des Alliés, et qui sont supérieurs à ceux commis par armée autrichienne.

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères du Monténégro
V. S. PLAMENATZ.

Rome, via Volturno 7, le 8 janvier 1922.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ses précédentes requêtes concernant les réparations de guerre dues au Monténégro, le Gouvernement monténégrin a eu l'honneur de solliciter, par sa note du 13 novembre 1920, la séparation de sa quote-part de celle qui, à la Conférence de Spa, avait été assignée à la Serbie.

J'ai l'honneur de renouveler les demandes du Monténégro exposées dans les précédentes notes de son Gouvernement.

Les dommages de guerre causés au Monténégro par les anciennes puissances ennemies montent à 723 millions. Cette évaluation coïncide avec les appréciations faites par les autorités serbes d'occupation au Monténégro et exposées par la Serbie dans son « Rapport sur les dommages causés à la Serbie et au Monténégro, présenté à la Commission des Réparations des dommages » (Paris, le 31 mars 1919).

Le Gouvernement monténégrin prie le Conseil Suprême de vouloir bien sauvegarder les sommes revenant au Monténégro jusqu'à ce que la question de ce Pays soit résolue, selon son droit et la volonté de son peuple, en rapport au mémoire, ci-inclus, adressé à la Société des Nations, le 1er septembre 1921.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères du Monténégro
Dr. P. CHOTCH.

SENATO DEL REGNO

Diario trattazioni

pel Montenegro.

1922.

Marzo, 20. Parlato in Senato con Facta per le pendenze coi Montenegrini. Evitare discussione pubblica per la politica estera. Prende impegno liquidare partita

23. Telegr. al Capo di Gabinetto per udienza c. s.

25. Fissato a 1/2 del Capo d. G. il colloquio per lunedì 27 alle 10. Avvertito il Ministro del Montenegro.

26. Scritto a Di Scalea in proposito.

27. Convegno con Facta al Viminale. Perfettamente d'accordo che la causa del Montenegro è causa italiana. Trova equo il budget del Ministero montenegrino, ridotto da 11,3/ a 90/mila lire al mese. - Ne parlerà subito a Schanzer che arriva oggi, affrettando la soluzione

1922.

aprile 3. Al Min. della Guerra col dr. Chioch da col. Bitetti per smontare l'ambiente dalle prevenzioni. Al Senato di Scalea risponde al proposito che si farà ragione ai punti giusti.

Passato agli Esteri, al Capo di G. del Sotto-Segr. di Tosti di Valminuta (co. Viola). Riconosciuta la urgenza di risolver prima del 10 (Conferenza di Genova).

Facta al Senato, dice il ritardo dipeso dal fatto che non trovavansi precedenti circa gli impegni, ma finalm si è rinvenuta una Pelleva che ha già spedita al Tesoro. Prima di partire per Ge: nova sarà tutto risolto.

SENATO DEL REGNO

1922.

Giugno 9. Chocch e Marzotti riferiscono della Conferenza di Genova

le buone disposizioni di Facta

11. Conte Viola p Tosti di Valminuta alla Consulta: consiglia

parlare direttam con Schanzer che è molto imbastardito.

12. Marzotti riferisce che Facta ha dato due volte l'ordine

ne di pagare i mensili. Domanda a Facta; e assaggio

con Schanzer in Senato; mostrasi nervosissimo sull'argomento.

13. Facta parlerà domattina con Peano

14. Marzotti ha saputo che Facta ha dato ordine al Te-

soro; e ciò dal comm. Casoli

15. All'funzionarii del Tesoro nulla ancora risulta. Mar-

zotti ha visto uscire da Facta il generale Montenegrino

cui Facta ha promesso per lunedì o martedì 20 le sovvenzioni

17. F. mi afferma in Consiglio fu deciso respingere ogni spesa, salvo

ve fra cui la Montenegrina. Rinuncio alla parola in Senato.

1922.

giugno 21. Telegramma a Facta. De Capitani conferma a Marrotti che le 700,000 riscosse ai Montenegrini furono riassorbite dal Tesoro. Ora verranno rimesse a disposizione. Venerdì 23 si avrà il mandato.

25. Tardando la disposizione, chiedo a Facta di far dare un acconto.

26. Facta si è informato che ciò si può fare.

29. Conferenza con Casoli: si accorda di ridurre a metà da 630 a 300 gli arretrati dicembre-giugno e su questi l'acconto immediato di £. 50,000.

30. Chiamata del comm. Casoli per la consegna.

luglio 1. Consegnate dal comm. Casoli le 50/m. e passate a Chock con Marrotti.

1922

Agosto. 12. Scritto a Facta, sempre pendendo liquidazione per nuova anticipazione.

13. In Senato. Facta mi risponde che si può fare, parlato in proposito col S.E. il Tesoro Fontana, che conferma

SENATO DEL REGNO

Nota - elenco

dei debiti dei Membri
del Governo Montenegrino.
Quale fu presentata a S. E. Mussolini
dal senatore Pullé
in base al calcolo del sig. Marzotti

Debiti approssimativi

A Bologna (diversi)	£	114.500 + 22,900
Comm. Carminati Milano	.	85.000
Prof. Gatti Genova	.	20.800
Salaris Roma	.	800
Corrieri Roma	.	4.000
Avv. Serrao Roma	.	30.000
Brunet Parigi	.	30.000
Alberghi e ristoranti (varie)	.	80.000
totale	£	365,100 + 22,900

Stipendi

Sen. Krogdanovich ministro in varia	.	30.000
Prof. Vuskovich " "	.	30.000
Sen. Simo Jovovich " " dell'Istria	.	10.000
Ivo Popovich ministro a disposizione	.	30.000
Paolo Popovich " " "	.	30.000
Avv. Vladimiro Popovich " " "	.	30.000
" Eugenio Popovich " " "	.	30.000
Sott. Pietro Clocchi " "	.	30.000
" Milo Vujovich " " "	.	30.000
Gen. Melchiorre Vecchi defunto	.	20.000
A Riportare	£	635.100

Riporto £ 635.100

Impiegati

Suvo Petrovich	~ (12.000)
Andrea Palia	. 12.000
Milan Krolgevich	. 12.000
Jovan Cimbrovich .	. 15.000
Bro Minich	. 12.000
Labud Tatar	. 8.000
Rista Paponich Bulatovich	. 12.000
Simo Markovich	. 6000
Stevo Smolitch	. 6000
	£. 730.100

Cons. Gen. Ramadanovich	30.000
In più a Bologna	22.000
Totale	£ 782,100.00

Pasqua del 1923.

IL DISCORSO DI ZIMOLO

Appena cessati gli applausi e le note dell'inno al Piave che i bravi bersaglieri del 7.o fanno risuonare nel teatro, sale sul palco Michelangiolo Zimolo, l'appassionato difensore delle speranze e della fede dalmatica in Italia.

Un lungo scrosciante applauso gli impedisce per alcuni minuti di parlare: le bandiere, i gagliardetti si agitano intorno al suo capo.

L'oratore inizia il suo dire piano, lento ma va poi man mano accalorandosi fino a trovare espressione piena di forza, di impeto.

Dice: «Vorrei anch'io lasciarmi andare all'estro, all'improvvisazione, all'impeto di questa celebrazione: ma io devo ricordare, perchè di là vengo dove la Dalmazia è straziata e dolente, ma io devo ricordare la mutilazione della vittoria, la rinuncia a tutti i sacrosanti orgogli.»

E l'oratore prosegue affermando che non è retorica tale celebrazione che esalta le virtù della stirpe e la bandiera vittoriosa della Patria, ma è retorica e malvagia e vana quella di coloro che agitano rosse bandiere.

Per giudicare il 24 Maggio bisogna pensare a quello che dell'Italia e dell'Europa sarebbe avvenuto se la Germania vinceva.

E se anche oggi non si ricorda in Inghilterra e in Francia, la storia dice che l'Italia ha trionfato quando stava per entrare nella mischia.

L'Italia di Roma trionfava quando volava su Vienna senza seminare la strage. E degni di Roma furono tutti i fanti e i marinai d'Italia, mirabili di generosità, di volontà, di fede. Ma non degna di Roma fu l'Italia dopo la vittoria, quando a Rapallo vendette la Dalmazia e il Montenegro, quando proibì la celebrazione della Vittoria, quando amnistiò i disertori.

Un lungo applauso interrompe a questo punto la parola dell'oratore. Tutto questo fu possibile perchè le forze dissolvitrici dello Stato, asservite alla plutocrazia straniera riuscirono a rimandare al potere gli uomini cacciati nel maggio del '15.

Ma contro l'Italia delle rinuncie, grida l'oratore, c'è la nostra Italia. L'Italia che ha emancipato l'Umanità con la rinascenza e ha scosso i troni che avevano per base la baionetta straniera con la sua magnifica rivoluzione che la portò a Roma, e che fu arbitra delle sorti d'Europa nella guerra mondiale è destinata ad andar molto, lontano.

Oggi l'Italia può esaltare la sua vittoria perchè vi fu chi seppe osare ed agitare nell'ora delle rinunce la bandiera tricolore e per essa morire. E' la stessa bandiera di Tito Speri, di Angelica Cantini, di Enrico Toti.

E l'oratore conclude con un caldo inno alla giovinezza immortale della Patria, unica bellezza ed unica verità.

Tutto il teatro scatta in piedi plaudendo ai morti gloriosi, mentre la fanfara intona la marcia reale.

* * *

Siamo informati che soltanto a equivoco è dovuta la mancata adesione, in un primo tempo, dell'Unione Reduci alla iniziativa per la manifestazione di ieri. L'Unione, garantita la apoliticità dell'iniziativa, vi ha aderito calorosamente.

CHI APPOGGIA PLAMENATZ

E' noto che Plamenatz ebbe a proclamarsi un mese fa capo del Consolato Generale del Montenegro a Roma, Presidente del Governo del Montenegro, Ministro degli Esteri.

Con questo atto il Plamenatz si è reso colpevole verso le leggi italiane per essere incorso in articoli del Codice Penale. - Malgrado ciò le nostre Autorità dormono disinteressandosi del caso Plamenatz per quanto al Tribunale sia stata trasmessa regolare denuncia.

Noi pertanto, siamo convinti che il Plamenatz dovrà essere condannato se non materialmente moralmente dalla opinione pubblica, la quale ormai è resa edotta del piano diabolico tessuto in danno della causa montenegrina; è pure presumibile di sapere del perchè sia stato tollerato fino ad ora e quali sono i motivi che hanno determinato a commettere un'azione che non può essere assolutamente approvata da nessuno.

Ma vediamo la ragione che ha spinto il Plamenatz ad agire, non per un alto senso di patriottismo, come ha tenuto a dichiarare, nei suoi comunicati alla stampa, per imbrogliare di più la tanto aggrovigliata matassa montenegrina, ma trascinato da un losco affare di denaro.

Nel 1920, il Comandante D'Annunzio, donò allo Stato del Montenegro un magazzuno di materiale bellico che trovavasi a Fiume, per un valore di circa 35 milioni di lire. Tale materiale bellico non fu mai prelevato dal Governo montenegrino. Solo i documenti che attestavano la proprietà, rimasero nelle mani del signor Jovan Plamenatz, allora Ministro Presidente, indebitamente trattenuti invece di consegnarli al suo successore nel giugno 1921 quando lasciò il potere. Purtroppo si servì di questo documento per tornarlo

al proprio profitto.

Lasciato il potere, entrò, poco tempo dopo, in relazione con un commerciante italiano. Immediatamente i due si accordarono per un'operazione finanziaria, e trovarono un banchiere svizzero al quale il Plamenatz rilasciò delle lettere di credito con data anteriore per una cifra di quattro o cinque milioni di franchi svizzeri; inoltre attestava che lo Stato del Montenegro era debitore verso tale banchiere - fin da quando il Plamenatz era presidente del Governo - ciò che è assolutamente falso, avendo all'uopo sufficienti prove e serie testimonianze a comprovare il fatto.

Il banchiere svizzero in possesso dei falsi documenti, sta per fare, se già non l'ha fatto, un ricatto al Governo italiano chiedendo o la consegna del materiale bellico giacimento a Pola, o la garanzia da parte del Governo italiano per il credito acquisito verso il Governo del Montenegro e perchè sia rimborsato sulle somme che il Governo del Montenegro deve ricevere a titolo di riparazione. - Il Montenegro e la Serbia devono ricevere dalla Germania a titolo di riparazione di guerra, sulla cifra globale decisa dalla Conferenza di Spa. - Secondo la intesa di questa cricca, i milioni incassati dal banchiere dovrebbero essere divisi fra il banchiere, il Plamenatz e i suoi amici italiani partecipanti a questo affare scandaloso.

Questa la principale ragione che ha spinto il Plamenatz alla occupazione del Consolato del Montenegro; così perfezionare il suo delitto, non avendo il documento di donazione fatto dal D'Annunzio, alcun valore, fintanto che il Plamenatz non abbia nelle mani le redini del Governo, vale a dire il Governo reale. Per tale motivo ha compiuto un ridicolo " colpo di stato " in territorio straniero e alla testa di venti persone si è proclamato di moto proprio capo e presidente del Governo dello Stato di..... Plamenatz.

E' evidente che il Plamenatz, non si sarebbe azzardato di lanciarsi in Italia, in una impresa così pericolosa, se non avesse avuto dei grandi protettori, mandanti di corruzione.

Il nostro scopo è di sapere quali sono i suoi protettori, e per oggi ci contentiamo di un indizio il quale può servire benissimo per avere in mano il bandolo dell'intricata questione. Lo stesso giorno che il Plamenatz si insediò nel Consolato, suo primo atto fu quello di indirizzare una lettera a un certo " Evcevich " così concepita:

" Mio caro ed ottimo amico,

" Per la volontà degli eroici e patrioti montenegrini, " ho preso oggi il potere con la presidenza del governo del Monte- " negro. Gli agenti jugoslavi, tenteranno d'intrigare presso gli " organi della Polizia; per questo vi prego d'impedire che ciò " avvenga. Vi sarò riconoscente se vorrete informarmi quando le " alte personalità colle quali ho parlato pochi giorni or sono mi " potrebbero ricevere. Rispettosamente

" I.S. Plamenatz ".

Inoltre sarebbe molto interessante di sapere chi è questo signor Evcevich ? E' un vero nome, o un pseudonimo ? Chi sono le alte personalità di cui menziona nella lettera ?

riservata personale

Ciubranovich

Secondo formale impegno del Ministro degli Esteri italiano nel Gabinetto Bonomi verso gli On.li Pullè, Chiesa, Ungaro ed altri amici della causa montenegrina al Governo, in esilio a titolo di prestito fu promesso L. 150.000 mensili per far fronte a tanti bisogni, a tante miserie.

Il Governo Italiano d'allora giunse a tale concessione al patto che il Governo montenegrino rinunciasse ad ogni pretesa derivante dalla nota convenzione italo-montenegrina.

Il defunto generale Vucinich non volendo creare nessun imbarazzo all'Italia ebbe a dare il suo consenso e la convenzione fu annullata -

In quell'epoca si trovavano a Bologna 20 noti capi insorti montenegrini dei più provati e valorosi come Raspopovich, Nickevich ed altri, mentre a Vallona degli stessi insorti se ne trovavano 34: gli uni e gli altri dovevano raggiungere il dottor Markovich in Montenegro e ciò doveva avvenire nel minor tempo possibile e nella massima segretezza.

D'altra parte il Governo non poteva in alcun modo fornire mezzi per ciò perchè lo stesso Governo e altri profughi versavano in difficoltà fino alla fame. Invano il Governo stesso cercò di ottenere dal Governo italiano l'adempimento della promessa che veniva procrastinata da un giorno all'altro e malgrado promesse formali e ripetute sotto ogni forma ~~maiss~~ nulla in realtà fu concesso. Il Governo montenegrino calcolava come cosa sicura la promessa del Governo italiano e perciò fu deciso dal Consiglio dei Ministri: di dar ampio mandato al noto patriota montenegrino Giovanni Ciubranovich di trovare a tutti i costi i mezzi necessari per eseguire la spedizione degli insorti da Bologna e Vallona per il Montenegro.

Il Ciubranovich si pose subito all'opera per eseguire il piano e in poco tempo coi prestiti di provati amici della causa montenegrina gli fu possibile partire coi capi insorti in pieno assetto di guerra trovando nave vettovagliamento e concedendo un piccolo aiuto di mille lire ad ognuno - Partito dalla costa adriatica il Ciubranovich riuscì a far sbarcare sotto il Lowcen i primi mentre quelli da Vallona sotto Budua, Tutti giunsero sani e salvi e ben presto si misero all'opera compiendo gesta eroiche note alla stampa e delle quali parlò diffusamente il popolo d'Italia.

Oltre di ciò il Ciubranovich procurò anche degli aiuti materiali al Governo per poter resistere -

Per questa ragione a Bologna il Ciubranovich incontrò prestiti per L. 137.000 da diverse persone come per esempio L. 65.000 dal prof. Baldacci, L. 15.000 dall'ing. Azzaroli-Turolla, L. 5.000 dal dottor Bolognesi, L. 5.000 dal Comm. Cavedoni e L. 46.900 a nome di Giovanni Ciubranovich perchè queste ultime persone vollero concorrere con piccolo prestito senza esporsi con una responsabilità politica.

Il Governo montenegrino ha rilasciato ad ognuno dei prestatori carte regolari come riconoscimento del debito di Stato pagabile il 1° gennaio 1923.

Il Ciubranovich è molto noto come pattiota e si rese benemerito anche della Patria nostra nell'ultima guerra prestando lodevolissimo servizio nella nostra Marina sotto il comando di S.E. l'Ammiraglio Milo.

Prima della guerra balcanica del 1912, nella piccola Serbia stretta fra la Turchia e l'Austria e popolata di soli 3 milioni di abitanti, esistevano tre elementi: il turco, l'ortodosso e, molto meno numeroso, il cattolico. L'odio serbo-ortodosso che contro i Turchi era principalmente etnico-politico, prendeva contro i cattolici del regno un colore nettamente religioso con evidenti sfumature politiche, ispirate dalla preoccupazione di piacere e di servire alla grande Russia protettrice naturale dell'idea panslava e panortodossa.

La guerra del 1912 e più ancora quella del 1914-18. furono per la Serbia un'occasione abilmente sfruttata per realizzare sogni lungimiranti di egemonia in tutti i sensi. Nella certezza che, come tale, non avrebbe potuto, per i Croati gli Sloveni e i Dalmati costituire una bandiera unica capace di riunirli e di disciplinarli, la Serbia, informandosi in ciò ad una astuzia di cui bisogna pur riconoscere l'abilità, creò l'ideale patriottico della Jugoslavia unita e indissolubile, affratellante nello stesso blocco nazionale, genti per istinto e tradizioni separatiste: e ciò, non solo per allargare le basi della sua potenza politica, specialmente a danno dell'Italia, ma anche per gradualmente realizzare un sogno di egemonia religiosa, in cui avulse dalla Chiesa Romana, le popolazioni jugoslave dovrebbero riunirsi in una solida unità ortodossa.

Né bisogna credere che tali ambizioni si fermino alle frontiere della Jugoslavia: l'intento più vasto che l'attività jugoslava prosegue è quello di sempre maggiormente stringere i rapporti etnici, culturali, politici etc etc. con tutte le genti slave onde preparare

la via ad una grandiosa intesa politica tra queste e la grande madre slava, la Russia, il giorno in cui avrá realizzato le sue sorti; ambizione che in qualche modo si spiega in un popolo che, nel ricordo delle immense catastrofi turca ed austriaca trova l'alimento perenne, quasi morboso, della sua superbia e della sua megalomania.

Elementi tutti questi che dimostrano quanto grande sia l'interesse che rispettivamente il Governo e l'autorità religiosa cattolica abbiano ad impedire questo progressivo imbaldanzire della Serbia in base ad un'unità S.H.S. che né la storia né l'interesse religioso e politico italiano potrebbero sopportare senza danno.

Si crede generalmente in Italia all'amicizia
ceco-slovacca come ad una specie di
dogma indiscusso e difatti varie ragioni
potrebbero suffragare questo sentimento: le
simpatie storiche, i comuni ideali di libertà
durante la grande guerra etc etc: ma la
realtà è ben lungi dal rispondere all'idea
che gli Italiani si fanno della Ceco-Slovacchia.
Bisogna anzitutto ricordare che questa giovane
nazione sorta dalla vittoria alleata e dunque
italiana, faceva parte integrante di un vasto
e fiorente impero in cui i suoi commerci,
le sue industrie, insomma tutto ciò che non
toccava la vita puramente politica, trovavano
largo e libero sfogo, senza quei gravami di
dogana imposti dalle vere e proprie frontiere.
Questa invidiabile condizione della Ceco-
Slovacchia cessò per forza di cose il giorno
stesso in cui, per il fatto della sua raggiunta
indipendenza, si staccò nettamente dal
blocco imperiale austro-ungarico per formare
una nazione totalmente indipendente. Essa
infatti, circondata da una Germania sempre
potente ed ostile malgrado la disfatta, da
un'Ungheria quasi apertamente nemica,
da un'Austria infine che non ha bisogno di
lei, non può prevedere per se un'avvenire
molto sicuro, né molte simpatie di vicini.
Perciò viene naturalmente spinta verso la
ripresa di una grande idea slava, diminui-
ta, se si vuole temporaneamente, dal cro-

lo della Russia, ma pur sempre grandioso. Ora la realizzazione di quest'idea slava è, o le sembra a portata per così dire di mano: infatti basta che allunghi la mano fraterna, verso il nord alla Polonia, verso il Sud alla Jugoslavia: l'intesa fra i tre sarà facile allo scopo di costruire una potente confederazione slava, solido argine ad ogni possibile minaccia tedesca, ungherese od italiana. Intanto il lavoro si è iniziato, naturalmente fra i più affini dei tre popoli slavi in questione: Ceco-Slovacchia e Jugoslavia. Sembra che il fra i due la tacita base dell'accordo consisterebbe, per la prima, in una netta predominanza industriale e commerciale da svilupparsi maggiormente nell'alleanza: per la seconda nella certezza dell'appoggio morale e materiale dei fratelli di Praga per la totale rivendicazione dell'Adriatico contro l'Italia.

"Chiunque non sia completamente digiuno di storia, chiunque abbia, anche superficialmente visitato il littorale dalmata, ricorda il meraviglioso sviluppo marinaro, agricolo, commerciale industriale, stradale che Venezia, erede di Roma, seppe dare nei secoli alla sua Dalmazia; sviluppo che il pure ombroso dominio austriaco non solo seppe conservare ma anche mettere sulla via di un progresso graduale molto notevole.

Ora, chi oggi tornasse in quegli stessi luoghi, testimoni di tanta antica gloria italiana e di tanti realizzati progressi, non potrebbe esimersi dal costatare dolorosamente quanto squallore abbia portato il nuovo dominio ivi insediatosi; e prestando l'orecchio alle immmmere espressioni del malcontento popolare, sentirebbe alternarsi e la cordiale esecrazione per il nuovo stato di cose e il sincero rimpianto per i ricordi sia di Venezia repubblicana sia dell'Austria, ombrosa dominatrice politica, certo, ma saggia e prudente amministratrice. Tale decadimento, tale malcontento sono fatti troppo evidenti per isfuggire alla stampa ed ai propagandisti jugoslavi: anzi riconosco sinceramente l'uno e l'altro; ma cercano contemporaneamente di galvanizzare la stanca pazienza dei dalmati affermando la triste situazione attuale essere un fenomeno inevitabile dovuto allo stato prolungatosi di transizione; questo, dovere necessariamente cessare fra non molto ed i figli dovere un giorno non lontano rallegrarsi di avere nella Dalmazia risorta a nuova prosperità, la più bella provincia del Regno, il cuore pulsante

adriatico di tutta la grande unità slava.

Ora, questo fenomeno di malcontento ovunque serpeggiante in Dalmazia ed anzi nell'intera Jugoslavia, e tale da non poter lasciare agnostica o indifferente un'Italia che nelle difficoltà stesse del vicino potrebbe trovare una delle prime basi di una prudente e ferma azione rivendicatrice della sua Dalmazia. Il sacrificio dell'idea dalmata sull'altare della concordia italo-jugoslava non troverà mai il suo compenso nella sincerità della politica serba, essenzialmente antitaliana. Anche se i Trattati commerciali ed altre qualunque intese potranno dare la sensazione di una ristabilita simpatia fra i due paesi, tutto fa prevedere che tale simpatia avrà una vita rachitica e di breve durata, in quanto la sincerità serba non sarà mai al livello del buon volere italiano: infatti l'ombrosa suscettibilità jugoslava non cesserà mai dal considerare con occhio malevolo e sospettoso ogni e qualunque manifestazione di simpatia e d'intesa politica promossa fra l'Italia e le altre potenze balcaniche, dall'Ungheria all'Austria e dall'Albania alla Bulgaria.

Tuttavia, sempre notevolissimo il fatto che, a malgrado delle sue difficoltà di ordine interno, la Jugoslavia si tiene continuamente a giorno pel tramite di accorti informatori dell'intera situazione italiana: politica interna, andamento commerciale e industriale, produzione, situazione portuale, ordinamento militare ed efficenza bellica e navale etc etc e forse non solo per conto proprio.

Indubbiamente la situazione della Jugoslavia presenta in questo momento un orizzonte carico di nubi, addensatesi sempre più minacciose in seguito ad una recrudescenza di tendenze nettamente separatiste.

Innanzi al pericolo, Pasić ed i suoi colleghi corrono ai ripari ed elaborano per evitare l'estremo disastro del sogno jugoslavo progetti in cui, da una larga autonomia concessa alle provincie si arriva persino, nell'ipotesi di un caso disperato, fino ad un possibile sistema federativo. Oppositore del Pasić, ma solo pro forma, Protić lavora alacremente in perfetta intesa coll'avversario politico al sopiente salvataggio della Jugoslavia; ma tali furberie fatte per impressionare le diverse opinioni pubbliche del regno, sono ormai troppo ben note per fare presa sulle aspirazioni croate decisamente tendenti all'indipendenza assoluta del paese, e tanto meno sulla disperata resistenza montenegrina contro l'assorbimento serbo.

Uno degli espedienti più volentieri adoperati dal tormentoso imbarazzo jugoslavo onde galvanizzare quanto più sia possibile l'unione tanto minacciata degli spiriti, è quello di richiamare le antipatie, gli odi, i furori, le imprecazioni su quella che addita come la grande nemica di oggi e soprattutto di domani: l'Italia: e per concentrare su di questa la comune esecrazione risuscita tutti i vecchi metodi adoperati contro la nemica Austria e Turchia, in tutte le loro gradazioni, dal canto popolare e dall'insegnamento scolastico fino ai più minuziosi intrighi sopientemente, e pazientemente orditi, sia contro gl'Italiani sia contro i montenegrini rei solo

di un' indistruttibile amor di patria.

Se ne vuole un esempio riguardante questi ultimi? È noto che solo 60-65 montenegrini, temuti d'occhio come nemici dalla Jugoslavia, sono rimasti in Italia: ora un trafiletto di un giornale ufficioso di Belgrado porta questa notizia: Belgrado 28 gennaio. Nell'odierna seduta del consiglio dei ministri fu deciso che vengono messi in istato d'accusa M Plamenac e compagni per alto tradimento e intrighi contro l'unità nazionale. Qualora non si presentassero all'ingiunzione saranno condannati in contumacia.

L'agognata indipendenza è il vitale interesse rispettivamente dei Croati, degli Sloveni e dei Montenegrini; ed essi lo dimostrano opponendo all'oppressione armata dei Serbi ed ai loro innumerevoli intrighi la costanza dei loro sentimenti, poggiata sull'incrollabile desiderio di conservare intatto il carattere nazionale, le tradizioni, i costumi, la religione, tutto ciò insomma che nettamente li separa dall'oppressore straniero: né a questo li spinge l'altrui danaro, o l'influenza politica di nessuna nazione vicina, ma solo il sentimento patrio. (Belgrado invece vorrebbe in questa riscossa trovare la segreta mano dell'Italia). Noi popoli balcanici adriatici fermamente pensiamo che la nostra indipendenza Croata, Slovena e Montenegrina, ben lungi dal recar danno provvederebbe all'avvenire dell'Italia infinitamente meglio di una Jugoslavia unita, di cui ci sono ben noti gl'intrighi e le mire megalomani. Conseguenti a noi stessi, crediamo dunque che qualora la vicina Italia e la sua diplomazia trascurassero la giusta

causa da noi difesa a prezzo di non pochi sacrifizi; si renderebbero responsabili dinanzi al proprio popolo, alla storia ed ai posteri di tutte le possibili conseguenze che da un grave errore politico potrebbero derivare a danno della futura sicurezza italiana e ciò permettendo che a poche centinaia di chilometri si rassodi contro di essa un blocco militario tendenzialmente nemico, e di cui l'unità non è suffragata da nessuna ragione etnica e morale.

Il momento politico in cui si svolgono - se non sono già conchiuse - importanti trattative fra Italia e Jugoslavia, non parrebbe a prima vista molto opportuno per riaffermare un opposto senso di sfiducia: ma a malgrado delle apparenze, non posso fare a meno di dichiarare quanto poco solide appariscano queste intese a chi, come me, intimamente conosce i metodi, le mire e la mentalità serba, non solo nelle loro più recenti manifestazioni, ma nei loro precedenti del 1916-18: precedenti che sin da quell'epoca ebbero a farmi prevedere cose da molti non volute credere, ma tutte esattamente verificatesi in seguito, come appare da numerose mie relazioni conservate in archivi. Qualora, anche influendo i presenti accordi, la Jugoslavia venisse a consolidarsi, a realizzare il suo sogno di diventare tra gli slavi ciò che il Piemonte fu per gl'Italiani, essa non tarderà a far sentire all'Italia una volontà decisamente ostile, pronta a qualsiasi atto, onde danneggiarla e strapparle i pochi frutti della sua vittoria in Adriatico.

Queste idee mi sono da tempo e giustamente familiari e la R. Marina sa fino a qual punto abbia pagato di persona per aver voluto durante e dopo la guerra informarne la mia attività, tutta volta contro la Serbia e in favore dei piccoli popoli slavo-balcanici oppressi da essa.

Nessuno più della R. Marina conosce l'enorme valore dell'Adriatico, quanto sia essenziale per l'Italia il sorvegliare organizzazione jugoslava, e di quale importanza sia dunque la

il tener vivo con tutti i mezzi lo spirito separatista delle minoranze montenegrine e croate e il proteggerle magari indirettamente in tutte le occasioni opportune.

Ben volentieri vorrei essere cattivo profeta: ma troppo ben conosco gli ambienti e la mentalità jugoslave per non avere in proposito i dubbi più fondati, e se questo documento verrà conservato come spero e desidero, forse apparirà con quanta ragione esprimevo tali dubbi.

Sarebbe inutile riferire qui stesso l'attività della propaganda serba sia al punto di vista civile, sia a quello militare, non potendosi menomamente supporre che il R. Governo Italiano non ne sia dettagliatamente informato.

Roma 2/6 22

All'Ecc.mo Stato Maggiore
della R. Marina

Il sottoscritto si permette di comunicare a codesto Ecc.mo Stato Maggiore che la domanda da lui inoltrata alla On Presidenza del Consiglio venne da questi passata alla data del 9 Marzo c. a. col N.o 29460, al R. Ministro degli Affari Esteri, Sezione III Ufficio Politico G. C.

Mi permetto di pregare istantemente ancora una volta codesto Ecc.mo Stato Maggiore di raccomandare presso il detto Ufficio la mia domanda appoggiandola colla sua altissima influenza.

Nei circoli jugoslavi d'Italia e di fuori la costituzione dell'Associazione Nazionale Dalmazia ha prodotto profonda impressione. A mio modesto parere questa Associazione ha tanto maggiore valore in quanto che contemporanea agli sforzi separatisti degli analoghi comitati croati, sloveni e montenegrini potrebbe contribuire a scalzare la ancora debole unità jugoslava: ragione più che sufficiente affinché l'Associazione trovi nel Governo e nell'opinione publica italiana ogni appoggio materiale e morale: la sua opera di propaganda e la sua potenza potrebbe, nel giorno in cui l'unità jugoslava venisse a vacillare, essere un elemento preziosissimo onde realizzare gli antichissimi diritti italiani sulla Dalmazia.

Forse queste mie parole muoveranno avvertimento

che non mi spetterebbe di dare, ma sarò, spero, scusato, non solo dal puro sentimento di amor patrio e di amore per l'Italia, ma anche dal fatto incontrovertibile che il sorgere di questa nuova espressione delle rivendicazioni italiane, è considerato lo sì di certa scienza - con evidente timore da chi sente in esso un reale pericolo.

In questi ultimi giorni, da varie manifestazioni oratorie di personalità jugoslave, tendenti come sempre a rinforzare il sentimento dell'unità J.H.S. risulta magnificata in tutti i modi quest'idea fondamentale: la Jugoslavia, ancorché senza flotta, avere pacificamente acquistato un'immenso tratto dell'Adriatico e molto più importante di quello attribuito ad una grande potenza marinara, quale l'Italia; questo magnifico risultato non potere spiegarsi se non per l'ardente ed occulto amor patrio degli uomini politici jugoslavi, i quali, succedendosi al potere, non mancheranno presto o tardi di compiere intera l'opera necessaria di rivendicazione adriatica: naturalmente queste affermazioni intendono mantenere sempre sveglio il sentimento unitario attraverso l'antipatia continuamente attizzata contro l'Italia.

Chiedendo ancora una volta venia delle mie ripetute insistenze ho l'onore di protestare a codesto Ecc^mo Stato Maggiore la mia massima devozione

Devot^mo

A Sua Eccellenza il Ministro

degli Affari Esteri

Il sottoscritto ha l'onore di esporre alla Eccellenza V. quanto segue:

In data 9 Marzo u.s. ebbi l'onore di inoltrare una domanda alla Presidenza del Consiglio dei Ministri e mi fu comunicato che questa venne passata al Ministero degli Esteri col numero 29460.

Recatomi personalmente presso Codesto Ministero, da alti funzionari dello stesso, con l'accoglienza la più cordiale ebbi l'assicurazione che si terrebbe presente la mia domanda e che al momento opportuno si sarebbe fatto quanto le possibilità e le circostanze avrebbero consigliato.

Dietro questa prima speranza, mi permetto di rivolgermi direttamente all'Eccellenza V. con l'istante preghiera di voler ordinare un accurato esame di quanto in riassunto ebbi l'onore di esporre circa la mia volenterosa attività dal 1915 a Tutt'oggi e sulle non poche sofferenze da me patite per una causa profondamente giusta e santa: non credo che tale esa=

me possa lasciare indifferenti, tanto me-
no chi presiede con somma altezza e
prudenza di vedute ai destini dell'Italia
nei suoi rapporti coll' estero.

Le dolorose circostanze in cui pre-
sentemente versa colla mia famiglia e
che, mi permetto di ripeterlo, devo alla
incrollabile devozione alla causa dell'
Italia e della mia patria, mi faranno
perdonare dall' Eccellenza V. se La sup-
plico di voler colla Sua illuminata sag-
gezza sollecitare una decisione a mio
riguardo, tale da potere rimanere in Italia.

Nella intima convinzione che il
Suo ~~altissimo~~ nobile animo e il Suo
altissimo senso di giustizia vorranno
accordarmi quanto umilmente desidero,
ho l'onore di protestarmi col più profondo
ossequio della mia devozione.

dell'Eccellenza V.

Il Devot^mo servo.

Miuscovich

All'Associazione Nazionale Dalmazia

Il sottoscritto si onora di far presente a codesta rispettabile Associazione che egli è suddito Montenegrino. Tanto egli quanto il suo defunto padre, anche prima della guerra hanno sempre con profonda sincerità simpatizzato per l'Italia; fatto di cui molte famiglie pugliesi e triestine possono testimoniare, come pure degli aiuti cordialmente prestati sia alla fu Lega Nazionale soppressa dall'Austria prima della guerra, sia ai regnicoli residenti o di passaggio a Cattaro. A questo dettaglio ne aggiungerò un altro, essere cioè il nome della nostra Ditta protocollato in italiano.

Appena scoppiata la guerra Europea nel 14 riparai a Bari colla famiglia. Agli inizi del 16 venni a Roma. Tutto ciò che concerne la mia attività volta in favore dell'Italia e del mio proprio paese da quell'epoca in poi ho l'onore di rimandare ai dati consegnati nelle copie degli accluri documenti dati dei quali viene indicata la fonte ineccepibile. Dalle acclose copie risulterà come io abbia fatto ripetutamente istanza presso il R. Governo per ottenere o un decoroso impiego a aiuti finanziari sufficienti per la creazione di un'agenzia Italo-Balcanica. Fino ad oggi non ho avuto l'onore di una risposta.

Confido dell'alta forza morale che codesta patriotica Associazione attinge nei suoi ideali di giuste rivendicazioni non solo per l'Italia ma anche per l'oppresso e tradito mio Paese, mi permetto di domandarle tutto l'appoggio materiale e morale della sua

influenza per ottenere le modeste richieste contenute nella mia domanda al Governo.

Sarei felicissimo che l'Associazione, con un attento e minuto esame dei documenti esistenti presso i R. Ministeri, si rendesse conto di ciò che realmente è stata la mia attività in favore dell'Italia e del Montenegro dal 1915 in poi. Sono certo che una tale lettura condurrà codesta Associazione a questa conclusione, non dovere assolutamente il Governo ed il popolo Italiano ne' dimenticare, ne abbandonare alle sofferenze chi sinceramente volle dare se stesso col pericolo perfino della propria vita e del proprio avvenire alla doppia causa italiana e montenegrina.

Nella certezza che l'Associazione prenderà alla domanda da me rivoltale l'interesse che le ispireranno i nobili sentimenti da essa apertamente professati, e mettendo la mia persona alla sua intera disposizione, mi protesto

Suo Devot^mo

Roma 21/3-22

Alla Ecc.ma Presidenza del Consiglio dei Ministri

Appena scoppiata la guerra fra l'Austria e la Serbia, nel 1914, il sottoscritto suddito montenegrino, dimorante a quella data in territorio Austriaco, riparò a Bari assieme colla propria famiglia. All'epoca della ritirata serba, i profughi di questa nazione, ripararono a loro volta in gran numero nella stessa città, e sin da allora si dettero ad una subdola propaganda che, facendo perno sopra le mire unionistiche jugoslave, più tardi realizzate, era nettamente antitaliana, antimontenegrina e francofila. In grado di controllare a fondo quelle mene, mi affrettai a comunicare il frutto delle mie osservazioni a diverse personalità da me nel frattempo conosciute a Bari, prima tra le quali, S. Ecc il Generale Comandante del Corpo d'Armata. Questi ai primi di febbraio 1916 mi mandò espressamente a Roma, accompagnato dal Sig: Colonello Foglietti onde presentarmi all'Ufficio di Stato Maggiore della Capitale: agli alti ufficiali di esso, esposi largamente la situazione che veniva creandosi, prospettando le possibili ripercussioni avvenire.

Rimasto a Roma, mi occupai, senza mai però perdere di vista la mia opera di volontaria sorveglianza sugli intrighi pertinaci della propaganda serba di cui, primo fra tutti ripetutamente denunziai i pericoli presso le alte autorità italiane civili e militari.

Nel mese Dicembre 1918, epoca in cui gli austro-

ungarii avevano già sgombrato i territori, mi recai dal Comm. Gatti per esporgli il mio desiderio di andare alle Bocche di Cattaro, per affari miei personali, disposto inoltre ad assumere per conto dell'Italia un incarico naturalmente segreto, in armonia coll'attività da me precedentemente spiegata. Il Comm. Gatti mi dette una raccomandazione per Ministero della Marina, e quest'ultimo mi munì di un documento col quale poter presentarmi, a nome dello stesso Ministero, alle autorità italiane di terra e di mare. Ma queste, edotte del pericolo di vita cui andavo incontro, perchè conosciuto dai Serbi come loro costante ed acerbo avversario, mi consigliarono di riparare a Scutari munito di nuovi documenti che mi raccomandavano, non solo alle autorità Italiane, ma anche a quelle Alleate.

Ossequente al consiglio m'imbarcai su di una Torpediniera messa a mia disposizione; la quale mi sbarcò a San. Giovanni di Medua donde a mezzo di automobile fornitami da quel presidio raggiunsi Scutari. Ivi mi trattenni cinque giorni, lavorando alla mia missione d'intesa col Comandante del presidio italiano: avendo però saputo dallo stesso Comandante che Vir Bazar era occupata dagli Italiani unitamente agli Alleati partii alla volta di questa città, con altro documento rilasciatomi dal Comando. Ma appena sbarcato a Vir Bazar, due ufficiali Serbi mi pregarono di favorire con loro: Arrivato in un loro Ufficio dovetti esibire le mie generalità, e tre ore dopo fui mandato nelle carceri di Podgoritza ove

rimasi rinchiuso per ben due anni, in una situazione
inverosimilmente triste.

Finalmente liberato volli procurarmi il permesso
di raggiungere la mia famiglia a Roma ma questo
permesso essendomi stato pertinacemente negato mi
recai a Spalato presso il Comandante della R. T. Puglia,
pregandolo di procurarmi lui stesso il desiderato pas-
saggio. Fui dapprima consigliato di fare personalmente
i passi necesari presso le autorità di Spalato, non
potendo egli farmi partire di contrabbando. Ma le mie
insistenze essendo rimaste infruttuose egli stesso perso-
nalmente intervenne, ed ottenni allora il mio intento.
Appena arrivato a Roma, mi affrettai di fornire al
Ministero della Marina e a quello degli Esteri tutte le
informazioni da me raccolte durante la mia lunga
assenza dall'Italia, e di tutta questa mia opera
esplicata dal 1915 al 1921 il Governo potrà rendersi
esattamente conto dai numerosi incartamenti esis-
tenti presso i R. Ministeri della Marina, della Guerra,
e del l'Interno forse anche il Ministero degli Esteri
avrà taluni incartamenti a mio riguardo.

Aggiungero inoltre i nomi del Sen. Vigliani
Comm. Gasti, dell' allora Maggior Pettoletti e del
Cav. Bandaloni.

Del governo Montenegrino residente a Roma
ripresi il mio posto di maggiore di sussistenza:
ma da un mese circa le truppe montenegrine
sono state disciolte e tutte le loro pendenze li-
quidate.

A malgrado dei beni da me posseduti al-
le Bocche di Cattaro e nel Montenegro, sia

l'onore, sia gli eventuali pericoli dipendenti dalla natura stessa dei miei precedenti antiserbi, mi chiudono la via del ritorno, e mi trovo qui a Roma col carico di una famiglia composta della moglie di delicata salute e di quattro bambini bisognosi di istruzione e ai quali vorrei dare, se possibile un'educazione italiana.

Non è affatto mia intenzione di rimanere in Italia a danno del Paese: Ecco il motivo per cui mi permetto di esprimere a codesta R. Governo una preghiera che, spero, sarà da Loro presa in benigna considerazione, perché poggiata su di una devozione più volte messa alla dura prova di fatti: e in questa preghiera rinchiudo semplicemente il desiderio di un'impiego col quale poter modestamente mantenere la mia famiglia.

Qualora esso non potesse venire realizzato mi permetto di sottoporre al R. Governo il progetto (di cui accludo i punti essenziali) di un'Agenzia commerciale con sede a Roma, di importazioni e d'esportazioni.

Oso chiedere all'Ecc.ma Presidenza di voler prendere in considerazione il mio esposto e la mia domanda, per una risposta per quanto possibile sollecita.

Ho l'onore di essere colla più profonda devozione

Devotissimo

Roma 19 Gennaio 1922.

SENATO DEL REGNO

Personale e impiegati

Boso Milich	£ 15.000
Savo Petronich	. 10.000
Milan Kralgevich	. 5000
Andrea Palia	. 5000
Stevo Simicich	. 2000
Labrud Zatar	3000
Simo Matticevich	3000
	43.000
Dottil. Pulcini	. 2000
Gemo Lucinich	£ 7000
Risto Paporich	. 2000
	54.000
Kristo Matticevich	2000
Jovo. M. Paporich	1500

Creditori £ 479.800

fornitori e impiegati 54.000

£ 533.800

£ 780.000

533.800

£ 246.200

£ 246.200 (9)

£ 27.350

General	Drozdenovich	£27.350 – 10.350 = £ 17.000	
Prof.	Vuskovich	27.350	
Milo	Vujovich	27.350	
Petar	Cisock	27.350	
Vladimir	Poporich	27.350 – 4000 = £23.350	
Pavle	Poporich	27.350	
Eugenie	Poporich	27.350	
Veliko	Ramadanovich	27.350	
Toro	Poporich		

Creditori

Bologna (olivesi)	136.800
Comm. Carminati (Milano)	85.000
Prof. Gatti (Genova)	20.800
Veliko Ramadanovich	59.000
Geom. Srogdanovich	30.000
Vitt. Mazzotti	15.000
Corrieri	4000
Salaris	800
Boro Milich	7.200
Albergatori	60.000
Avv. Serro	20.000
Diversi	25000
	£ 479.800
(-) Ficker Park Hotel	24.000
Totale	£ 503.800

(-) Il credito Ficker deriva dall'avere dell'ex Srogdanovich, Geom. Vucinich, Risto Popovich e Vladimiro Popovich.

Esperto pei Balcani

Lazzarovescovich Vasile

Popovich Jovo

Petrovescovich "